



Michel Fontaine/MSSS/SSSS

Envoyé par : Mélissa
Breton-Drouin/MSSS/SSSS

2016-09-15 10:52

A Jean-François Foisy/CISSS
Laurentides/Reg15/SSSS@SSSS
cc Daniel Corbeil/CISSS Laurentides/Reg15/SSSS@SSSS,
Caroline Barbir/CISSS Laval/Reg13/SSSS@SSSS,
Daniele Dulude/CISSS Laval/Reg13/SSSS@SSSS, Daniel
Castonguay/CISSS Lanaudiere/Reg14/SSSS@SSSS,
Christian Gagné/CISSS Lanaudiere/Reg14/SSSS@SSSS
ccc Richard Audet/MSSS/SSSS@SSSS; Danielle
Lavoie/MSSS/SSSS@SSSS; Lise
Caron/MSSS/SSSS@SSSS; pgri@msss.gouv.qc.ca
Objet Projet du réseau à préautoriser pour le Centre de
répartition des demandes de services - Laurentides -
Laval - Lanaudière - 16-MS-04728-12

Santé
et Services sociaux

Québec 

Bonjour,

Vous trouverez ci-dessous le fichier PDF d'une lettre sous ma signature concernant le dossier mentionné en objet.



2016-09-15 - JFFoisy - 16-MS-04728-12.pdf



16-MS-04728-12_P.J._R-3L_DJS-allege-Établissement_CRDS-LLL.docx

Veuillez prendre note qu'aucune copie papier ne suivra.

Au plaisir et bonne journée!

François Dion pour

Michel Fontaine

Sous-ministre

Ministère de la Santé et des Services sociaux
1075, chemin Sainte-Foy - 14e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
Tél. : 418 266-8989
www.msss.gouv.qc.ca

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 15 septembre 2016

Monsieur Jean-François Foisy
Président-directeur général
Centre intégré de santé et de services sociaux
des Laurentides
290, rue De Montigny
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 5T3

**Objet : Préautorisation de la réalisation du projet de mise en place de la solution
transitoire : Centre de répartition des demandes de service du territoire
des Laurentides, de Laval et de Lanaudière**

Monsieur le Président-Directeur général,

Dans le cadre des travaux visant la mise en place des solutions en ressources informationnelles permettant de répondre au besoin de l'objet prioritaire « Accès aux médecins spécialistes », les travaux seront réalisés en deux grandes phases. La première vise à mettre en place une solution transitoire qui permettra de regrouper la prise en charge des nouvelles demandes de consultation en médecine spécialisée au centre de répartition des demandes de service (CRDS) du territoire des Laurentides, de Laval et de Lanaudière d'ici le 30 septembre 2016. La deuxième permettra d'identifier et de rendre disponible une solution provinciale à terme.

Il est à noter que dans le contexte de ce projet, le territoire visé est constitué du centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Laval, du CISSS de Lanaudière et de votre établissement, soit le CISSS des Laurentides et que c'est ce dernier qui agira comme établissement porteur pour la réalisation de ce projet au sein de ce territoire.

Considérant le court délai de mise en place de la première phase, l'obligation d'autoriser les projets avant leur réalisation et afin de faciliter la documentation des projets, un dossier justificatif sommaire (DJS) précomplété à partir des informations soumises par votre organisation au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est joint à la présente. Celui-ci devra être finalisé afin de confirmer cette autorisation ministérielle.

... 2

Le processus d'autorisation a aussi été revu pour tenir compte de l'échéance du 30 septembre prochain. En effet, comme ce projet respecte les cibles fixées par l'orientation stratégique du ministre de la Santé et des Services sociaux, monsieur Gaétan Barrette, en technologies de l'information et constitue une solution transitoire, nous autorisons à l'avance la réalisation de ce projet, en conformité de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement, s'il répond aux conditions suivantes:

- le DJS précomplété ci-joint, qui documente la solution transitoire visant à permettre la prise en charge des nouvelles demandes de consultation en médecine spécialisée au CRDS de votre territoire, devra être finalisé, signé et soumis dès que possible via Actifs+ Réseau, afin de confirmer cette autorisation ministérielle;
- le coût de ce projet, évalué par votre établissement à 141 300,00 \$, ne devra pas excéder ce montant de plus de 30%. C'est pourquoi le coût maximal préautorisé pour ce projet est fixé à 183 690,00 \$. Dans le cas où le DJS soumis présenterait un coût supérieur à ce coût maximal préautorisé, le projet devrait faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Concernant le financement de ce projet, le MSSS s'engage à y contribuer jusqu'à un montant maximal de 141 300,00 \$. Tout dépassement de ce montant sera à la charge des établissements de votre territoire. Les modalités de ce financement vous seront communiquées ultérieurement.

Aussi, étant donné le contexte des priorités ministérielles, le MSSS considère que les établissements de votre territoire s'engagent à :

- procéder aux travaux pour relier ou remplacer ce système d'information ou l'une de ses fonctionnalités à un équivalent devenu disponible dans le Dossier clinique informatisé (DCI) provincial Cristal-Net, et ce, selon la priorité et le calendrier ministériel prescrit;
- conserver une capacité de réalisation suffisante pour mener à bien les priorités ministérielles, et ce, selon le calendrier ministériel prescrit;
- respecter les modalités contractuelles établies par le MSSS dans le contexte des solutions provinciales;
- accepter de faire un deuxième changement lorsqu'une solution provinciale pouvant remplacer ce système d'information sera disponible, et ce, selon la priorité et le calendrier ministériel prescrit.

L'autorisation de ce projet est sujette au respect de l'équilibre budgétaire. Nous vous demandons cependant de vous assurer que les orientations du MSSS en matière de sécurité, de protection des renseignements personnels et d'architecture soient prises en considération lors de la réalisation de ce projet.

Nous vous rappelons que votre organisation est soumise à l'ensemble des lois et règlements s'appliquant dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. L'autorisation du MSSS ne vise, en aucun cas, les produits informatiques ou, selon le cas, les fournisseurs de services auxquels vous feriez référence, le cas échéant, dans les plans ou les documents de soutien produits, et ne doit pas être considérée comme une approbation au recours à ces biens ou services identifiés ou encore une reconnaissance d'un processus d'octroi de contrat à leur égard.

Selon l'envergure du projet, le suivi de la réalisation de ce projet se fera par l'intermédiaire du processus d'État de santé des projets prévu au Plan de gestion des ressources informationnelles. Tout changement majeur (augmentation de plus de 10 %) au regard du coût final autorisé ou de l'échéancier ou encore tout changement significatif à la portée de ce projet, le cas échéant, devra faire l'objet d'une autorisation de votre part et devra être porté à l'attention de monsieur Richard Audet, dirigeant réseau de l'information. Un gabarit est disponible à cet effet.

Nous vous laissons le soin d'informer les secteurs concernés des obligations liées à la préautorisation de ce projet, afin qu'ils puissent amorcer les démarches requises. Pour toutes questions concernant cette préautorisation, nous vous invitons à communiquer avec madame Danielle Lavoie, directrice du soutien à la gouvernance des ressources informationnelles, de la Direction générale des technologies de l'information.

Veuillez agréer, Monsieur le Président-Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Michel Fontaine

p.-j.

c. c. Monsieur Daniel Corbeil, CISSS des Laurentides
Madame Caroline Barbir, CISSS de Laval
Madame Danièle Dulude, CISSS de Laval
Monsieur Daniel Castonguay, CISSS de Lanaudière
Monsieur Christian Gagné, CISSS de Lanaudière

Identification du projet	PP - Centre de répartition des demandes de service pour les régions de Lanaudière, Laval et Laurentides (CRDS – LLL)
Numéro du projet	Inscrire le numéro indiqué dans la fiche projet d'Actifs+ Réseau.
Organisation/Région	Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (en tant que mandataire pour le CRDS-LLL)

BESOINS

<p>Description du besoin et des processus d'affaires (expliquer clairement le besoin en termes cliniques ou administratifs en évitant des acronymes)</p> <p><i>Dans le cadre du projet prioritaire "Accès aux médecins spécialistes – volet Accès priorisé aux services spécialisés (APSS)", le ministère de la Santé et de Services sociaux (MSSS) a demandé aux établissements de mettre en place un centre de répartition des demandes de services (CRDS). Ainsi, les régions de Lanaudière, Laval et Laurentides (LLL) mettront en place le CRDS-LLL, point de chute unique et commun aux trois régions, afin de recevoir et traiter les demandes de service pour des nouvelles consultations avec des médecins spécialistes.</i></p> <p><i>Les demandes de services spécialisés transitant par le CRDS-LLL, seront celles en provenance d'un médecin de famille de première ligne (autre qu'en services d'urgence d'un établissement). Le CRDS-LLL devra être en mesure de diriger la demande de service vers un dispensateur pouvant répondre à l'intérieur du délai prescrit par la condition clinique du patient, convenu sur les formulaires standardisés pour les spécialités ciblées. Une première phase de déploiement du projet est prévue pour septembre-octobre 2016, pour 9 spécialités ciblées. Suivront, en janvier 2017, 10 autres spécialités. À terme, le CRDS-LLL devra assurer la réception et le traitement de demandes de service de consultations spécialisées pour 20-25 spécialités.</i></p> <p><i>À terme, une solution informatique provinciale viendra supporter le processus de référence vers la médecine spécialisée. À court terme, il est demandé aux établissements de mettre en place un processus de transition, incluant le volet des ressources informationnelles. Le besoin est donc, pour le CRDS-LLL de se doter d'une solution informatique transitoire, lui permettant d'assumer pleinement ses fonctions, et ce dès l'ouverture (30 septembre), en attendant que soit rendue disponible la solution informatique provinciale. La solution informatique transitoire devra permettre de supporter tant les processus cliniques qu'administratifs reliés au CRDS-LLL, et de colliger les données nécessaires pour la gestion de l'accès aux services spécialisés et pour la reddition de comptes au MSSS.</i></p> <p><i>Est-ce que ce besoin est en lien avec les priorités ministérielles/régionales/locales? - Lesquelles : Oui, il est en lien avec l'objet prioritaire « accès aux médecins spécialistes ».</i></p>
--

PROJET

<p>Portée du projet</p> <p>Le projet consiste à mettre en place un seul point de chute pour les nouvelles demandes de consultation en services spécialisés en provenance des médecins de famille, et pouvant être orientées tant vers les services spécialisés en établissement public qu'en cabinet privé. Les demandes de service reçues au CRDS-LLL devront être traitées selon les critères suivants: respect du délai associé à la condition clinique du patient, proximité du lieu de résidence du patient et demandes nominatives.</p> <p>Pour l'actualisation de la phase 1 du projet (9 spécialités à l'automne 2016), le CRDS-LLL effectuera une mise à niveau du logiciel déjà utilisé par le CRDS-LLL dans sa phase projet pilote, soit V-Hicule Média. Cette mise à jour sera effectuée au cours de l'été, afin que le CRDS-LLL soit pleinement fonctionnel dès septembre 2016.</p> <p>Pour la phase 2 du projet (spécialités à déployer en janvier 2017 et plus tard), le CRDS-LLL procèdera au développement interne de modules complémentaires qui permettront d'optimiser le fonctionnement du CRDS-LLL. Finalement, au moment où une réponse affirmative et définitive sera obtenue pour le déploiement de SIGASS, le CRDS-LLL procèdera à la mise en place de cette solution technologique, qui remplacera les précédentes.</p> <p>Le présent DSJ expose l'ensemble des coûts associés à toutes les phases du projet, donc à ce qui est décrit dans les paragraphes précédents. Par ailleurs, les coûts d'équipements et de licences sont estimés également selon le personnel qui est prévu à terme pour le projet, soit 16 personnes pour traiter les demandes de service relatives à 20-25 spécialités.</p>
--

ÉCHÉANCIER

Date de début prévue du projet : 2016/04/01	Date de fin prévue du projet : 2018/04/01
---	---

COÛTS/FINANCEMENT/APPROVISIONNEMENT

Coûts estimés (\$)

Le coût inclut les dépenses de toutes les phases, et comprend l'ensemble des actions menant au développement, à la mise à niveau, à l'acquisition, à la location, à l'évolution, à l'implantation et au rodage d'applications et de biens en ressources informationnelles. Les coûts associés à la gestion du projet, à la gestion du changement, à l'analyse de risques, à la formation, etc. font aussi partie du coût du projet. Tous les coûts directs associés à l'ensemble de ces activités incluent les ressources humaines (internes ou externes) et matérielles quelle que soit la source de financement.

Compléter le tableau ci-dessous :

Description		Commentaires
Ressources humaines	Coûts	
Internes	33 000 \$	Développement interne de modules complémentaires (automne-hiver 2017)
Externes	27 500 \$	Mise à niveau de V-Hicule Média au cours de l'été 2016
Sous-total	60 500 \$	
Acquisitions		
Matériel	54 800 \$	CRDS-LLL à terme (16 personnes), incluant acquisition d'un serveur fax
Logiciel et progiciel	26 000 \$	
Sous-total	80 800 \$	
Autres coûts		
		Possibilité d'accéder à SIGASS pour les LLL demeure à confirmer par le MSSS
Contingences	Sous-total	-
	TOTAL	141300 \$

Ventiler les coûts (\$) du projet (pour ajouter plus de précisions, vous pouvez ajouter des lignes).

Note : Au besoin, ce tableau ou tout autre document qui justifie les coûts peut être ajouté en pièce jointe dans l'onglet « Documents attachés » d'Actifs+ Réseau.

Coût de la récurrence annuelle (cinq ans)

Indiquer le coût de la récurrence annuelle (\$) à prévoir. Si aucune récurrence, veuillez expliquer :

Activités	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	Total
Matériel et logiciel	33 210 \$	33 875 \$	34 550 \$	35 240\$	35 945 \$	172 820 \$
Ressources humaines	8 000 \$	8 000 \$	8 000 \$	8 000 \$	8 000 \$	40 000 \$
Sous-total						
Moins : économies projetées dans le cas du remplacement d'un système existant (produit de la disposition et frais récurrents récupérés)						
Total						

Sources de financement

Indiquer les sources de financement et les montants (\$) associés au projet et à sa récurrence.

	\$ Projet	\$ Récurrence	TOTAL
Budget de fonctionnement de l'établissement			
Autres dépenses TI de nature capitalisable			
Autres sources de financement :			
<div>Soldes de fonds, avoir propre (préciser)</div>			
<div>Revenus reportés (préciser)</div>			
<div>Fonds affectés (préciser)</div>			
<div>Fonds des activités régionalisées (préciser)</div>			
<div>Autres</div>			
TOTAL			

Si autres sources de financement, préciser :

Commentaires

Inscrire des commentaires, s'il y a lieu.

SIGNATURES

Dirigeant en ressources informationnelles	<div>Nom, prénom</div>	<div>Signature</div>	<div>AAAA/MM/JJ</div> <div>Date</div>
Dirigeant des ressources financières	<div>Nom, prénom</div>	<div>Signature</div>	<div>AAAA/MM/JJ</div> <div>Date</div>
Dirigeant de l'organisation	<div>Nom, Prénom</div>	<div>Signature</div>	<div>AAAA/MM/JJ</div> <div>Date</div>